

un temps où, à cause du cours défavorable de la livre sterling, nous devions écouler notre bacon, notre fromage et les autres produits à des prix avilis. Nos cultivateurs étant incapables de faire honneur à leurs obligations, voilà ce que j'ai proposé dans le temps. Il eût été sage d'adopter un tel programme, en somme beaucoup plus rationnel que ce type fantaisiste de politique qu'on veut faire adopter par le comité présentement. Je proposais également qu'outre la commission du grain, on instituât une commission du bétail. Je recommandais aussi l'institution d'un comité relatif à l'organisation du marché d'exportation chargé de trouver des débouchés outre-mer et de surveiller le classement des produits animaux afin que les producteurs ne pussent pas exporter de produits de qualité inférieure sur les marchés dont ils dépendent et ainsi faire baisser automatiquement les prix.

A mon avis, il serait sage de n'accorder de primes qu'aux produits de haute qualité. On pourrait verser de telles primes aux producteurs, quitte à les éliminer automatiquement une fois que les prix atteindraient un certain niveau. Une telle mesure aurait un semblant de bon sens et de stabilité; elle serait de quelque avantage à l'économie nationale. Comme l'a dit l'honorable député de Souris (M. Ross), il y a longtemps que le pays demande une politique agricole d'ordre nationale. A mon avis, nous nous sommes occupés trop uniquement de la question du blé; cela soit dit avec tout le respect dû à ceux qui sont aux prises avec le problème ardu des excédents qui coûtent au pays des millions de dollars chaque année.

Je possède quelque expérience dans la culture du blé. Je n'ai jamais eu la chance cependant de le cultiver dans une région où l'on me payait pour en produire ou pour n'en pas produire. Le blé forme une partie importante des récoltes dans l'ancienne partie de l'Ontario, mais il nous faudra nous contenter de le cultiver comme par les années passées. Cette somme de 35 millions de dollars doit servir à empêcher la production du blé, mais rien ne nous assure qu'il n'y aura pas sécheresse cette année et que le prix du blé n'atteindra pas de nouveau \$1 le boisseau. La politique dont nous avons besoin au pays en est une qui encouragerait les cultivateurs à produire ce qu'ils peuvent vendre et non une politique qui tend à faire vendre ce qu'ils peuvent produire. Nous savons que le ministère de l'Agriculture entend dépenser cette année de 9 à 10 millions de dollars en vue de protéger nos animaux contre les parasites et de développer des méthodes plus scientifiques qui augmentent notre production et abaisseront nos prix de revient. Tout ceci pourrait être considé-

[L'hon. M. Rowe.]

ré comme une subvention par les industriels. On peut faire beaucoup plus. Il faudra que les cultivateurs canadiens apprennent à produire à meilleur compte. On conviendra qu'il importe d'encourager les agriculteurs à entreprendre d'autres cultures que celle du blé. La production du soya par la Ford Motor Car Company nous indique les résultats qu'on peut obtenir dans ce domaine. On pourrait entreprendre la fabrication de l'alcool et d'autres produits dont on ne s'est guère encore soucié. Il est peut-être inutile de chercher les autres genres de production auxquels le cultivateur pourrait se livrer avant d'avoir résolu le problème du blé. Je sais que la culture variée ne remédierait pas à la situation, mais il est indiscutable qu'il faut expérimenter, développer la production et encourager la culture mixte afin de produire les denrées que nous sommes en mesure d'écouler au lieu de chercher à vendre celles que nous produisons.

Certains membres de la Chambre qui ont par le passé condamné tout octroi de prime ou de subside appuient maintenant un programme qui récompense les cultivateurs, non pour ce qu'ils font, mais pour ce qu'ils ne font pas, à l'heure où le peuple affecte toutes ses ressources à la poursuite de la guerre et où la main-d'œuvre se fait de plus en plus rare. A cette heure critique, on inaugure un programme fondé sur un principe faux qui équivaut à indemniser les chômeurs ou à rémunérer les gens pour ne rien faire. Ce programme agricole est le plus radical que l'on ait jamais demandé à la Chambre d'approuver. Si l'on s'arrête un instant à considérer de quelle façon le ministre de l'Agriculture peut l'appliquer—il sourit, et je sourirais aussi si ce plan laissait prévoir le moindre espoir pour l'agriculture.

L'hon. M. GARDINER: Je prévois de nombreuses difficultés.

L'hon. M. ROWE: Le ministre prévoit qu'il sera en butte à de nombreuses difficultés. Je prévois dans un avenir éloigné—je ne veux rien prédire—

L'hon. M. GARDINER: Poursuivez.

L'hon. M. ROWE: Le ministre m'invite à poursuivre. Je prévois beaucoup d'occasions de corruption politique dans l'Ouest canadien.

Des VOIX: Oh.

L'hon. M. ROWE: J'entends des honorables députés protester. Le Gouvernement présente son programme agricole et l'honorable député de Portage-la-Prairie (M. Leader) se lave les mains de l'affaire. L'honorable député de Wellington-Nord (M. Blair) a déclaré lui aussi qu'il ne voulait pas se mêler de la chose. Il n'est pas étonnant, comme je l'ai